



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale

Rights &
Democracy
Focus

N°70 - Mars 2021

A quarterly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

JIDH 2020

Célébration en fanfare à Buea

Pp.3-4



16 jours d'activisme 2020

**Le CNUDHD-AC
aux côtés des veuves**

P.9



Les chantiers prioritaires de l'année

Par Louis-Marie Bouaka
Représentant régional du HCDH-AC
& Directeur du CNUDHD-AC

A lors que 2020 a été profondément marquée par les effets démultipliés de la pandémie de Covid-19, l'année 2021 se présente à nous avec de nouveaux défis ajoutés à ceux de 2020 qui n'ont pas été atteints, mais tous ensemble à envisager sous le prisme d'une pandémie dont nous ne sommes pas encore sortis. Pis, une nouvelle vague de contaminations et de nouvelles souches du virus agitent le monde et sont aux portes de notre sous-région, à la faveur des mouvements normaux de personnes entre les continents déjà en proie à cette troisième vague.

La résilience des peuples d'Afrique Centrale et la nécessité de suivre plus scrupuleusement que l'année dernière les mesures barrières nous garantiront d'échapper à la pandémie.

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) va poursuivre les efforts engagés l'année dernière pour accompagner la lutte contre la pandémie. Les professionnels des médias seront davantage outillés à passer des messages qui touchent le plus grand nombre et sensibilisent sur les mesures barrières, l'absence de discrimination et l'acceptation de la vaccination.

En outre, le CNUDHD-AC va mettre en œuvre un projet Covid-19 à hauteur de 2 millions d'euros dont la moitié est déjà financée par le Royaume de Belgique.

L'année 2021 a démarré avec la proclamation des résultats de la présidentielle et du premier tour des législatives du 27 décembre 2020 en République

Centrafricaine. Puis, il y a eu les législatives partielles et les sénatoriales au Gabon le 30 janvier, ainsi que la présidentielle au Congo le 17 mars. Suivront les régionales partielles au Cameroun le 4 avril, la présidentielle du 11 avril au Tchad, la présidentielle à Sao Tomé et Príncipe en juillet et les législatives au Tchad le 24 octobre. Le CNUDHD-AC va poursuivre ses efforts visant à accompagner ces pays comme les autres pays de la sous-région dans leurs efforts pour une meilleure appropriation des principes démocratiques par toutes les parties en présence, afin de garantir à nos populations si longtemps et durement éprouvées par diverses crises, une paix durable, gage d'un développement harmonieux et durable.

Cette année aussi, vous avez la possibilité de bénéficier à nouveau des services de notre centre de documentation à Yaoundé, dans nos locaux, mais aussi de celui de Buea dans les locaux du Center of Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA). Des lieux de lecture et de renforcement des capacités sur les questions des droits de l'homme et de démocratie, mais aussi des lieux de débats sur ces questions. Des lieux ouverts aux élèves, étudiants, activistes, chercheurs et autres acteurs des droits de l'homme et de la démocratie.

Cette année enfin, vous aurez un meilleur aperçu de notre histoire, nos missions, nos activités, nos projets, nos success-stories et notre fonds documentaire avec le nouveau site web qui est désormais en ligne : www.unchrd.org.

Une année chargée en somme, malgré le contexte.



A YAOUNDE ET BUEA

Nos Centres de documentation sont ouverts pour vous.

C'est GRATUIT !



Célébration de la JIDH 2020 - Cameroun

Inauguration du centre de ressources de Buea

Par Kamdem Souop

Les acteurs des droits de l'homme de la région du Sud-Ouest disposent désormais d'un centre de documentation y relatif dans la ville de Buea.

Le 10 décembre 2020, Journée internationale des droits de l'homme, a été marqué par l'inauguration du Centre de ressources de Buea, une réplique du Centre de documentation du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme basé à Yaoundé. Cette infrastructure est destinée à accueillir les élèves, étudiants, chercheurs, activistes et autres détenteurs de droits en matière de droits de l'homme de la région du Sud-Ouest, l'une des deux régions anglophones sécuées depuis 4 ans par une rébellion sécessionniste. C'est une initiative du Bureau Régional et d'une organisation de la société civile basée à Buea, le Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique (CHRDA) créée en 2005 par l'Avocat des droits de l'homme, Nkongho Felix Agbor Balla.

Prenant la parole au cours de la cérémonie, Me Agbor Balla a dit être convaincu que la résolution de la crise passe par une meil-



Les deux responsables découvrent l'enseigne ©cnudhd

leure connaissance par les citoyens de leurs droits. Quant à Louis-Marie Bouaka, Représentant Régional du HCDH, il a souligné dans son discours de circonstance que la défense des droits de l'homme est tributaire d'une connaissance renforcée de ceux-ci. C'est ce qui justifie que les deux parties aient convenu de créer un espace permettant à tous les acteurs en quête de savoir sur les droits de l'homme de pouvoir renforcer leurs savoirs gratuitement. Le CHRDA a mis à disposition un local et le HCDH l'a équipé et doté de milliers d'ou-

vrages. La gestion du centre de ressources sera assurée par les deux parties.



Don à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire

Par K.S.

La formation des personnels de l'administration pénitentiaire renforcée avec les ouvrages offerts par le CNUDHD-AC.

Une cérémonie sobre a été organisée sur le campus de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) à Buea le 9 décembre 2020 en présence de Louis-Marie Bouaka, Représentant Régional du Bureau pour l'Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et Ngangjoh Mama Lamya, Directeur de l'ENAP. Elle a permis à la bibliothèque de cette école, créée en 1992 par le décret N°92/057 du 03 avril de la même année, de recevoir quelques centaines d'exemplaires de diverses publications du HCDH et d'au-



Le Directeur de l'ENAP à droite ©cnudhd

tres agences des Nations Unies et organisations régionales des droits de l'homme. "Ce don constitue les prémices d'une collaboration qui sera marquée en 2021 par des séminaires à l'intention des enseignants et apprenants de cette école sur des modules portant sur les droits de l'homme", a rappelé

Louis-Marie Bouaka.

Quant à M. Ngangjoh, il a souligné l'importance de former les pensionnaires de l'école qu'il dirige sur les questions de droits de l'homme, afin de réduire considérablement les allégations de violations des droits de l'homme dans les prisons.

Célébration de la JIDH 2020 - Cameroun

Causerie éducative dans les écoles de Buea

Par Kamdem Souop

Les Nations Unies misent sur une plus grande conscientisation des jeunes sur les questions des droits de l'homme.

Le Bureau Régional pour l'Afrique Centrale du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique (CHRDA) ont organisé des descentes dans plusieurs établissements scolaires de la ville de Buea, dans la région du Sud-Ouest Cameroun les 8 et 9 décembre 2020. Ces causeries éducatives avec les élèves, notamment ceux des Collèges Summerset et Sainte Thérèse, s'inscrivent dans le cadre de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme (JIDH) dont le thème cette année est "Reconstruire en mieux".

Le Bureau Régional pour l'Afrique Centrale du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le CHRDA ont voulu marqué le coup, 48 jours après la tuerie de Kumba, en ayant des échanges francs avec les élèves. Ceux-ci ont mis en évidence leurs préoccupations en matière de promotion et de protection de leurs droits d'une part, mais aussi sur les suites à donner à la crise qui secoue cette partie du pays. Des sujets qui rappellent l'importance de l'éducation aux droits de l'homme qui avait été le thème de l'édition 2004 de la JIDH.

Les organisateurs se sont engagés à planifier d'autres causeries à l'avenir et à assurer le suivi de certains élèves désireux de faire carrière dans le domaine des droits de l'homme.



En haut, au Collège Ste Thérèse. En bas au collège Summerset

Dédicace d'un manuel sur les droits de l'homme

Par K.S.

Cet ouvrage qui a bénéficié du soutien du CNUDHD-AC permettra aux acteurs des droits de l'homme du Cameroun d'être mieux outillés.

Le Centre pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique (CHRDA) a coordonné la production d'un Manuel sur les droits de l'homme qui a été préfacé par Louis-Marie Bouaka, Représentant Régional du Bureau pour l'Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Cet ouvrage destiné aux acteurs des droits de l'homme et rédigé dans un style simple et accessible, balaie en 420 pages et 15 chapitres, l'ensemble des droits de l'homme consacrés par les standards internationaux et appliqués au contexte camerounais. Cette publication qui se veut la plus exhaustive possible, cible en substance, le droit à l'éducation, les droits digitaux, les droits individuels et collectifs, les droits de l'homme et élection, les droits de l'homme et genre,



Violet Fokum du CHRDA(centre) présente l'ouvrage ©cnudhd

les droits des personnes déplacées et réfugiées, les droits de l'homme et terrorisme, les défenseurs des droits de l'homme, les arrestations arbitraires, les réparations en matière de droits de l'homme ou encore les institutions de protection des droits de l'homme et instruments des droits de l'homme.

Fruit d'un long travail de recherche et de documentation des bonnes pratiques en

matière des droits de l'homme, il est disponible gratuitement au Centre de ressources créé à Buea conjointement par le Bureau pour l'Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le CHRDA.

Le public a pu découvrir cette publication en marge de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre 2020.



Burundi

7 journalistes condamnés à perpétuité

25 Mars 2021 - Les journalistes Patrick Mitabaro (Isanganiro) , Arcade Havyarimana (Isanganiro) et Gilbert Niyonkuru (Radio Publique Africaine), et les directeurs et directrice des médias Innocent Muhozi (Télé Renaissance), Bob Rugurika (Radio Publique Africaine), Anne Niyuhire (Isanganiro) et Patrick Nduwimana (Bonessa) sont accusés d'atteinte à l'autorité de l'Etat, assassinats et destructions pour avoir donné la parole aux mutins et à des manifestants alors qu'ils couvraient le coup d'état avorté contre le régime burundais.

Source : IFJ.ORG

Burundi

Rights Abuses Continue Despite Transition

22 January 2021 – An excerpt on Burundi from the annual Human Rights Watch publication, World Report 2021: Former President Pierre Nkurunziza, whose tenure was marked by widespread abuses, died in June, days after Évariste Ndayishimiye took power in Burundi following the May 2020 presidential elections. However, the serious human rights situation in the country remained largely unchanged.

Source : allafrika.com

Cameroon

Families of Victims Need Access to Cameroon Massacre Trial

17 March 2021 - Justice Should Be Done and Seen to Be Done at Trial for Ngarbuh Massacre. The trial of three members of security forces accused of involvement in the killings of 21 civilians in Ngarbuh, in Cameroon's North-West region, is due to resume tomorrow. The trial, which began on December 17, 2020, and adjourned twice, takes place before the military court in the capital, Yaoundé, about 380 kilometers from Ngarbuh, making it difficult for family members of victims to attend. Family members' lawyers are concerned about how challenging it is for their clients to participate in the trial, as is their right as civil parties in the case under Cameroon law. They would prefer the trial be held at the military court in Bamenda, closer to Ngarbuh.

Source : HRW

Cameroon

HRW dénonce les exactions des séparatistes en zone anglophone

14 Mars 2021 – L'ONG de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW), dénonce les violences commises par les séparatistes en zone anglophone, au Cameroun, dans un rapport rendu public, le vendredi 12 mars. Ces séparatistes, pour la plupart, ont délaissé leurs revendications

idéologiques et sont devenus des criminels organisés en de multiples groupes armés, estime l'organisation.

Source : RFI Afrique

Cameroon

Human Rights Watch accuse l'armée camerounaise d'exactions

27 Février 2021 - Dans un rapport accablant, l'organisation internationale Human Rights Watch a accusé, vendredi 26 février, des soldats camerounais d'avoir perpétré « l'une des pires » attaques contre des civils en zone anglophone ces dernières années. Il s'agit de l'attaque dans le village d'Ebam dans la région du sud-ouest où a au moins vingt femmes - dont quatre handicapées - ont été violées et une trentaine d'hommes passés à tabac. Les faits se sont produits il y a un an, le 1er mars 2020, mais n'ont pas eu de véritable écho depuis. En cause : la crainte de représailles chez les victimes.

Source : RFI Afrique

Cameroon

Govt, Militia Forces Continue to Abuse Human Rights

22 January 2021 – An excerpt on Cameroon from the annual Human Rights Watch publication, World Report 2021: Armed groups and government forces committed widespread human rights abuses, including extrajudicial or summary executions and mass killings across Cameroon's Anglophone regions throughout 2020.

Source : allafrika.com

Cameroon

Authorities Urged to Seek Justice for Recent Deadly Attacks

15 January 2021 - UN Secretary-General António Guterres has urged authorities in Cameroon to take steps to prosecute perpetrators behind two recent deadly attacks in the Anglophone provinces of the country, his Spokesperson said on Friday. In a note responding to questions from journalists, Stéphane Dujarric said the UN chief is concerned about persistent violence in the North-West and South-West regions, mainly affecting civilians.

Source : UN News

Cameroon

Un tribunal camerounais rejette la demande de remise en liberté des dirigeants de l'opposition

15 Janvier 2021 - Le 12 janvier, une cour d'appel du Cameroun a rejeté les efforts pour obtenir la remise en liberté d'Olivier Bibou Nissack et d'Alain Fogue Tedom, deux membres éminents du principal parti d'opposition du pays, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), et de 20 autres membres du MRC. Arrêtés en septembre 2020

alors qu'ils exerçaient leur droit à la liberté de réunion, ils sont depuis en détention.

Source : Human Rights Watch

Cameroon

Au moins douze morts dans un attentat suicide dans l'extrême nord-est du pays

9 Janvier 2021 - Une attaque attribuée par le gouvernement à Boko Haram. Un groupe s'est infiltré, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la localité de Mozogo.

Selon le gouvernement, un groupe armé a fait irruption dans cette localité vers 0h30. Ils avaient commencé par poser des mines à l'entrée du village de Mozogo. Ils ont lancé une attaque kamikaze, précise un communiqué du ministère de la Communication, avant d'ouvrir le feu sur ses habitants.

Yaoundé attribue l'attaque à Boko Haram. Elle a fait au moins douze morts dont onze civils et l'un des kamikazes.

Source : RFI Afrique

Cameroon

Attack of SDO's Convoy in Mbangwi – Investigation Opens to Uncover Culprits

8 January 2021 – North West Governor has called on the population to remain calm and collaborative.

During the first-ever Security Coordination Meeting in Bamenda on January 6, 2021, the Governor of the North West Region, Adolphe Lele Lafrique, condemned in strong terms the bloody attack on State functionaries and the defence and security forces in Mbengwi, Momo Division. It emerged that the High Command has ordered an investigation in order to fish out the perpetrators of this terrorist attack and bring them to book.

Source : Cameroon Tribune

Congo

Présidentielle - Le camp Kolélas dépose un recours pour annuler le scrutin

30 Mars 2021 – Le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), parti allié qui a battu campagne pour le regretté opposant Guy-Brice Parfait Kolélas, a déposé lundi 29 mars un recours auprès de la Cour constitutionnelle, afin d'obtenir l'annulation du scrutin présidentiel du 21 mars dont les résultats provisoires ont donné vainqueur le président Denis Sassou Nguesso qui cumule 36 ans à la tête du pays.

Source : RFI Afrique

Congo

Le DP de "Sel-Piment" arrêté

03 février 2021 - Au Congo-Brazzaville, le journaliste Raymond Malonga, directeur de publication de l'hebdomadaire satirique « Sel-Piment », a été incarcéré hier, mardi 2 février, à la maison d'arrêt de Brazzaville



sur ordre du procureur de la République pour n'avoir pas répondu à deux de ses convocations. La publication du journal a été suspendue.

Source : RFI Afrique

Congo

Revendications – Des auditeurs de justice en colère contre leur tutelle

11 Janvier 2021 – Trente-cinq élèves magistrats ont exprimé leur mécontentement le week-end dernier à Brazzaville, suite au retrait de leurs noms des listes de mise en formation. Il y a quelques années, le gouvernement, constatant un manque de magistrats dans les cours et tribunaux du pays, avait résolu de recruter des jeunes congolais diplômés en droit afin de les envoyer en formation à l'étranger. Depuis lors, plusieurs promotions ont été formées.

Source : Les Dépêches de Brazzaville

Gabon

Ali Bongo nomme 15 sénateurs

27 Février 2021 – La liste des 15 sénateurs nommés par le président Ali Bongo a été publiée samedi 27 février. Selon la dernière révision de la Constitution, le Sénat gabonais doit désormais compter 67 membres, soit 52 sénateurs élus au suffrage universel indirect (par les conseillers municipaux et départementaux) et 15 autres nommés par le chef de l'État. Selon un analyste proche du palais présidentiel, Ali Bongo a respecté la parité homme-femme. Sur sa liste de 15 sénateurs, il y a 8 hommes et 7 femmes. L'équilibre entre les jeunes et les anciens est aussi respectée.

Source : RFI Afrique

Gabon

Le parti au pouvoir remporte sans surprise les élections sénatoriales

02 février 2021 - Le parti au pouvoir a remporté les élections sénatoriales de samedi dernier. Selon les résultats provisoires publiés lundi 1er février par le Centre gabonais des élections (CGE), le parti d'Ali Bongo a obtenu 45 sièges sur 52 à pourvoir. Deux sièges sont en ballottage.

Source : RFI Afrique

Gabon

L'opposant Bertrand Zibi Abeghe de nouveau devant la cour d'appel de Libreville

18 Janvier 2021 – Condamné à six ans de prison ferme en juillet 2020, ses avocats avaient fait appel. Ancien député proche d'Ali Bongo, Bertrand Zibi Abeghe avait rejoint l'opposition de façon très fracassante lors de la campagne électorale de 2016. Bertrand Zibi Abeghe avait été arrêté le 31 août 2016 lors de l'assaut de l'armée au QG de Jean Ping. Bertrand Zibi Abeghe attend son procès en appel depuis 18 mois.

Source : RFI Afrique

Gabon

Grève du secteur scolaire – Polémique sur l'étendue de la mobilisation

12 Janvier 2021 – Selon des responsables d'établissements scolaires du primaire et du secondaire l'appel à une grève d'avertissement de trois jours lancé par la principale coalition syndicale des enseignants n'a pas été suivi.

D'après les grévistes, le mouvement est suivi à 60 ou 70%. Ces derniers réclament un meilleur suivi de leur carrière, le paiement des arriérés de salaire et la construction de nouvelles salles de classe.

Source : RFI Afrique

Guinée Equatoriale

Tragiques explosions accidentelles dans un camp militaire

La ville de Bata, capitale économique de la Guinée équatoriale, a été secouée hier par une série de puissantes explosions d'un dépôt d'armes et de munitions dans un camp militaire. L'accident a fait au moins 20 morts et 600 blessés selon un bilan officiel provisoire. Une série de « négligences » est à l'origine de la catastrophe selon un communiqué de la présidence.

Source : RFI Afrique

RCA

Législatives – La coalition de l'opposition se retire du processus électoral

03 février 2021 - La coalition de l'opposition en Centrafrique a annoncé mardi 2 février se retirer entièrement des élections législatives, dénonçant un « simulacre » après le rejet de la plupart de ses requêtes en annulation du scrutin du premier tour.

Source : RFI Afrique

RCA

L'opposant et député Anicet-Georges Dologuélé empêché de quitter son pays

25 Mars 2021 – Arrivé deuxième à la présidentielle de décembre, il souhaitait se rendre en France pour des soins médicaux, selon son porte-parole. Les autorités invoquent de « nouvelles mesures » prises dans le cadre de l'état d'urgence et des enquêtes en cours sur les liens entre les rebelles de la CPC et « certaines personnalités politiques »...

Source : RFI Afrique

RCA

Forte augmentation des violations des droits de l'homme avant, pendant et après les élections de décembre (ONU)

22 mars 2021 - Il y a eu une forte augmentation des violations des droits de l'homme documentées avant, pendant et après les élections de décembre dernier en RCA, a in-

diqué, lundi, le HCDH. La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) porte la plus grande responsabilité dans ces violations, tandis que les agents de l'État ont une responsabilité moindre, a indiqué la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Nada Al-Nashif, lors d'un dialogue de haut niveau du Conseil des droits sur la situation en RCA

Source : UN News Service

RCA

Un premier témoignage contre la milice de Yekatom et Ngaïssona à la CPI

16 Mars 2021 – Il s'agit du premier témoignage entendu dans le procès ouvert mi-février contre Patrice Edouard Ngaïssona et Alfred Yekatom devant la Cour pénale internationale (CPI). Les deux Centrafricains sont poursuivis pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en 2013 et 2014. L'accusation a appelé à la barre une victime de l'attaque du 5 décembre 2013 à Bangui.

Source : RFI Afrique

RCA

Législatives – Encore 118 sièges à pourvoir avant le 02 mai

01 février 2021 - La Cour constitutionnelle s'est prononcée ce lundi matin sur les résultats provisoires des élections législatives du 27 décembre. Comme attendu, elle a procédé à une série d'annulations et de redressements. In fine, 22 députés seulement sont déclarés élus dès le premier tour sur un total de 140 contre, sachant que le scrutin n'avait pas pu avoir lieu en de nombreux endroits du fait de l'insécurité.

Source : RFI Afrique

RCA

Le Centrafricain Mahamat Saïd a comparu devant la Cour pénale internationale

30 janvier 2021 - Arrêté le 22 janvier en Centrafrique avant d'être transféré aux Pays-Bas où il est désormais incarcéré, le milicien est suspecté de crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Source : RFI Afrique

RCA

Le rebelle Abakar Sabone sous le coup d'un mandat d'arrêt

29 janvier 2021 - Abakar Sabone n'est pas l'un des principaux chefs rebelles de la CPC. Son mouvement, fondé il y a un an, n'est d'ailleurs pas signataire de l'accord de Kamba Kotta, acte de naissance de la coalition.

Mais il en est l'un des porte-paroles et l'une des figures les plus médiatiques, habitué aux déclarations tonitruantes sur les réseaux sociaux. « Ce n'est pas un petit bout de papier signé par un procureur qui va nous empêcher de poursuivre la lutte », ré-



gissait-il encore hier soir au sujet du mandat d'arrêt émis contre lui ce 25 janvier.

[Source](#) : RFI Afrique

RCA

La Cour constitutionnelle valide la réélection de Faustin-Archange Touadéra

18 Janvier 2021 – La Cour constitutionnelle a rendu ce 18 janvier sa décision concernant le scrutin présidentiel du 27 décembre 2020. Après des redressements de résultats et des annulations de certains bureaux de vote, elle acte la réélection du président Touadéra dès le 1er tour avec 53,16% des voix, face à Anicet Georges Dologuélé avec 21,69%. Le taux de participation est de 35,25%.

[Source](#) : RFI Afrique

RD Congo

Nouveau dialogue intercommunautaire sur la situation dans l'Est

30 Mars 2021 – En République démocratique du Congo, alors que les armes continuent de parler sur les hauts et moyens plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga dans la province du Sud-Kivu, un dialogue s'est ouvert ce lundi 29 mars à Kinshasa entre les communautés en conflit, les Babembe, Babuyi, Bafuliru, Banyamulenge, Banyindu, Barundi et Bavira. Ces travaux co-animés par le chef de la maison civile du président Felix Tshisekedi sont pilotés par le gouvernement central en collaboration avec l'ONG Interpeace, spécialisée dans le règlement des conflits.

[Source](#) : RFI Afrique

RD Congo

L'ONU alerte sur l'ampleur alarmante des violences dans l'est du pays

22 mars 2021 - Michelle Bachelet a alerté le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur l'ampleur alarmante des violences dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). La situation dans l'est de la RDC est marquée par une violence alarmante, avec une hausse annuelle de 21% des violations des droits de l'homme en 2020, a mis en garde, lundi, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

[Source](#) : UN News Service

RD Congo

Il faut annuler les condamnations à mort des lanceurs d'alerte

09 Mars 2021 – Les autorités de la République démocratique du Congo devraient annuler les peines de mort prononcées par contumace contre deux lanceurs d'alerte qui ont fourni des informations sur des cas de corruption. Les autorités congolaises devraient plutôt enquêter sur les allégations d'activités criminelles transmises par

Gradi Koko et Navy Malela, deux anciens employés de banque qui ont dénoncé des malversations financières présumées et du blanchiment d'argent.

[Source](#) : HRW

RD Congo

La CENCO préconise les réformes électorales et de la loi portant Fonctionnement de la CENI

02 Mars 2021 – C'était à l'occasion de la réunion du comité permanent de la CENCO qui s'est tenue du 22 au 25 février que les prélats catholiques ont souligné la nécessité pour le prochain gouvernement de procéder à priori aux réformes électorales et de la loi portant organisation et fonctionnement de la CENI. Ils sont convaincus du bien-être du peuple congolais qui passera par la consolidation de la démocratie.

[Source](#) : La Prospérité

RD Congo

Actions en justice contre l'ancien chef des renseignements

16 Janvier 2021 – En RDC, des personnalités passées par les geôles du régime Kabila entreprennent des actions en justice contre l'ancien chef des renseignements, Kalev Mutondo. À Kinshasa, le militant de la société civile Christopher Ngoyi et à Lubumbashi l'homme politique Jean Claude Muyambo, ont, chacun, déposé leur plainte. Ils disent avoir été victimes de l'arbitraire et de sévices de la part de l'ancien très puissant administrateur général de l'ANR.

[Source](#) : RFI Afrique

DR Congo

At Least 20 Killed in Raid on Village

6 January 2021 – It was the second mass killing in a week to hit the Democratic Republic of Congo, with local officials blaming the ADF militia group for the attack.

Local authorities said at least 22 civilians were killed in an overnight raid in the Mwenda village in eastern Democratic Republic of Congo on Monday. Local officials and sources with the United Nations peacekeeping mission in the region said the massacre was conducted by Allied Democratic Forces (ADF), news agency Agence France Presse reported. The militia group has been held responsible for multiple killings in the past year..

[Source](#) : DW

Rwanda

Kigali répond aux critiques sur les droits de l'homme

02 février 2021 – Le Rwanda a rendu ses premières remarques au sujet de son examen périodique universel qui a eu lieu, le 25 janvier dernier, à Genève, un processus des Nations unies qui passe en revue l'état des

droits de l'Homme dans un pays. Il a lieu tous les cinq ans. C'était la troisième fois que le Rwanda se prêtait à l'exercice. Le 29 janvier, le gouvernement a annoncé soutenir 160 recommandations, en noter 75 et en rejeter 49.

[Source](#) : RFI Afrique

Tchad

Manifestations contre Deby dans la capitale, plusieurs arrestations

20 mars 2021 – Plusieurs marches ont eu lieu ce samedi 20 mars dans différents quartiers de N'djamena. Des partis politiques et associations de la société civile avaient appelé à manifester contre un sixième mandat du président Maréchal Idriss Déby Itno. Les manifestations étaient interdites par les autorités qui ont déployé un impressionnant dispositif sécuritaire dans plusieurs quartiers de la capitale tchadienne. Une quarantaine de personnes ont été interpellées..

[Source](#) : RFI Afrique

Chad

Villagers Confront Mining Giant Glencore Over Abuses Linked to Oil Spill

A group of villagers in southern Chad, who claim a number of accidents by British mining giant Glencore poisoned their drinking water, harming people and destroying farmland, are to confront company representatives in mediation, after the UK government accepted their human rights complaint.

[Source](#) : DW

Tchad

Grève au pays – Mot d'ordre suivi dans la capitale, mais pas de perturbations

12 Janvier 2021 – Les travailleurs du secteur public sont en grève générale et illimitée depuis lundi 11 janvier. Un appel lancé par la plupart des centrales syndicales pour exiger la restauration des indemnités gelées depuis 2016 mais dont le gouvernement a promis le rétablissement en décembre dernier.

[Source](#) : RFI Afrique

Tchad

Le militant de la société civile Dingam-nayal Nély Versinis en détention

12 Janvier 2021 – Le président du Collectif tchadien contre la vie chère a été arrêté ce lundi 11 janvier. Il fait l'objet d'une plainte en diffamation déposée par le ministre de la Défense, Mahamat Abali Salah.

[Source](#) : RFI Afrique



AUDIENCES DU DIRECTEUR

SE Benoit-Pierre Laramoe au CNUDHD-AC



M. Bouaka et son hôte ©cnudhd

Des pistes de collaboration future étaient au menu de la rencontre du 14 janvier 2021.

Louis-Marie Bouaka, le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a eu une heure d'échanges avec SE Benoit-Pierre Laramoe, Haut-Commissaire du Canada au Cameroun.

Les deux diplomates ont passé en revue la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans la sous-région et évoqué les projets qui pourraient bénéficier du financement du gouvernement canadien, notamment au Cameroun.

Le Cameroun et le CNUDHD-AC main dans la main

Un diplomate camerounais a été reçu en audience le 15 janvier dernier.

Le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, Louis-Marie Bouaka, a reçu en audience SE Côte Damien Awoumou, Ministre Conseiller à la Mission Permanente du Cameroun auprès des Nations Unies à Genève où il est en charge des droits de l'homme. Les deux interlocuteurs ont passé en revue la situation des droits de l'homme au Cameroun.



Louis-Marie Bouaka et son hôte ©cnudhd

UNITE CAPACITY BUILDING - CAMEROUN

Le droit à la santé au menu d'un atelier au CNUDHD-AC

Par Christian Fritz Ntopa

Une trentaine de participants des quatre coins du Cameroun a pris aux travaux de restitution qui se sont déroulés à Yaoundé.

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé les 11 et 12 janvier 2021, en collaboration avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) un Atelier d'échanges avec les acteurs du secteur minier autour du thème suivant : « l'utilisation maximale des ressources naturelles pour la réalisation du droit à la santé au Cameroun dans un contexte de COVID-19 ».

Ouvrant les travaux, Louis-Marie Bouaka, Directeur du CNUDHD-AC, a souligné l'importance d'une meilleure prise en compte



Des échanges instructifs ©cnudhd

des droits de l'homme dans la gestion de la pandémie de COVID-19. "Les faits ont révélé que la fragilité de nos sociétés face à la pandémie trouve sa cause originelle dans la faiblesse des systèmes de protection et de promotion des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels comme source de bien-être des populations", a-t-il indiqué.

L'atelier a été organisé dans les locaux du CNUDHD-AC, qui a financé l'étude dont la restitution a meublé les travaux.

En prélude à cet atelier, des descentes ont été organisées dans plusieurs parties du pays, à l'effet de prendre la mesure des effets néfastes de certaines industries extractives sur la santé des populations riveraines.

To find out more, follow us on :

www.unchr.org

Facebook : @cnuhdyaounde

Twitter : @ohchr_caro

16 jours d'activisme 2020 - Cameroun

Le CNUDHD-AC aux côtés des veuves



Une vue de l'atelier de Doumé ©cnuhd

Par Régine-Solange Feiton-Hainat

Ce soutien a été manifesté dans le cadre de l'édition 2020 des « 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes »

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a soutenu l'Association Famille dans l'organisation d'une activité de sensibilisation et d'éducation sur la protection des droits des veuves.

L'atelier a permis de sensibiliser les veuves sur les dispositions juridiques les protégeant. Il a aussi été l'occasion d'exhorter différentes couches sociales, en particulier traditionnelles, à considérer et à respecter les veuves. Enfin il a été souligné l'importance de faire disparaître les clichés et stéréotypes liés aux pratiques culturelles qui fragilisent le statut de la veuve dans sa communauté.

L'activité a été organisée à Esse dans la région du Centre et à Doumé dans la région de l'Est. Pas moins de 96 veuves ont été impliquées dans les campagnes menées dans ces localités.

Les veuves du Cameroun sont des personnes marginalisées. Elles ne bénéficient pas de tout l'encadrement juridique nécessaire, faute de connaissances et d'informations. Une situation qui les écarte du bénéfice de l'héritage qui leur reviendrait de droit en cas de décès de leur conjoint. Elles sont par conséquent pour la plupart spoliées par leur belle famille pendant tout leur veuvage, et souvent dans l'impossibilité de se remarier.

Cette activité rentre dans la droite ligne des activités menées chaque année avant la célébration, le 10 décembre, de la journée internationale des droits de l'homme. Cependant le problème soulevé lors de cette campagne est une priorité du CNUDHD-AC, dont la mission est de promouvoir et protéger les droits de tous. A cet égard, les mots de la Haut-Commissaire résonnent plus fort : « ne laisser personne derrière ».

Gabon: Les journalistes formés aux droits de l'homme

Par R-S.F-H.

La formation a été organisée les 1- et 17 mars à Libreville à la demande du ministère gabonais de la Justice et des Droits de l'Homme.

Faisant suite à un précédent atelier organisé en 2018 dans le cadre du Projet de promotion et protection des droits de l'homme au Gabon (PAPPDH) financé

par l'UE, l'événement organisé par le PNUD Gabon a connu la participation des médias publics et privés et leurs associations.

Au menu des échanges avec la vingtaine de participants : les systèmes onusien et africain des droits de l'homme, les différentes méthodes de collaboration entre les journalistes et les organes de traités ou les procédures spéciales, la méthodologie de dépôt de plainte auprès de la commission africaine des peuples ou du comité contre la torture.



UNITE MONITORING & REPORTING - GABON

Les parlementaires s'arriment aux principes de Paris



Des participants attentifs ©cnuhd

Par R-S.F-H.

A l'invitation du gouvernement gabonais, le CNUDHD-AC a facilité un atelier à Libreville du 22 au 27 novembre 2020.

L'atelier a permis aux membres des Commissions des lois des deux chambres du parlement de discuter de la nécessité de prendre en compte les normes de référence (Principes de Paris) et les bonnes pratiques dans l'examen et

l'adoption du projet de loi portant révision de la loi 19/2005, portant création et organisation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Gabon.

Au regard de la volonté des autorités gabonaises de doter leur pays d'une institution nationale des droits de l'homme crédible, forte et efficace, les parlementaires ont pris l'engagement d'examiner le projet de loi qui leur serait transmis sous peu par le gouvernement, à la lumière stricte des principes de Paris et des bonnes pratiques.



UNITE MONITORING & REPORTING - CAMEROUN

L'impact de la Covid-19 sur les droits des pygmées au scanner



Des jeunes pygmées du village Mee ©cnudhd

Par Régine-Solange Feiton-Hainat
Le CNUDHD-AC a effectué une mission d'évaluation dans le département du Haut-Nyong.

La mission effectuée par le Bureau régional du 17 au 19 décembre 2020 à Mee, village situé dans la commune

d'Abong-Mbang (région de l'Est) a permis de monitorer l'impact de la Covid-19 sur les droits des peuples autochtones. La mission a eu l'occasion d'apprécier comment les mesures sensibles aux droits de l'homme recommandées au niveau international ont été mises en oeuvre pour cette catégorie de population par les autorités camerounaises. Le Centre a initié cette activité dans le

cadre du projet Covid financé par le Haut-commissariat aux droits de l'homme.

Un représentant de la délégation départementale pour le Haut-Nyong du ministère des Affaires sociales a accompagné la mission. Les pygmées Baka ont ainsi eu droit à une introduction aux droits de l'homme, qui leur a permis de faire le lien entre les droits de l'homme et la lutte contre la pandémie à Covid-19.

Il ressort des échanges avec eux que l'Etat camerounais n'a pas réalisé totalement ses obligations les concernant dans la mise en oeuvre du plan de protection et sensibilisation à la Covid-19.

Les Baka disent être limités quant à l'accès aux services de santé de qualité. Ils n'ont fait l'objet d'aucune sensibilisation de proximité concernant la Covid-19, notamment l'identification des symptômes, les traitements et les mesures de prévention. En outre, la mission a constaté l'absence d'une stratégie de protection prenant en compte leur vulnérabilité et leur exposition à la Covid-19.

Une mission d'observation des élections régionales à Douala

Par R-S.F-H.

Une équipe du CNUDHD-AC a observé les régionales au centre de vote du Lycée Joss, à Bonandjo-Douala le 6 décembre 2020.

Conformément à son mandat en matière de droits de l'homme et de démocratie, le Bureau régional pour l'Afrique Centrale du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme a suivi avec intérêt

l'organisation des premières élections régionales au Cameroun.

Une équipe s'est ainsi déployée le jour du scrutin dans la ville de Douala, afin de s'assurer que la dimension droits de l'homme est prise en compte dans le processus électoral, et que la désignation des conseillers régionaux se déroule suivant les standards des droits de l'homme.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité a été un obstacle à la participation des électeurs. Certains d'entre eux se faisant escorter par les forces de l'ordre pour s'acquitter de leur devoir.



Un électeur vivant avec handicap vote ©cnudhd

Christine Kotna Abega, nouveau Point Focal de l'ONU-DC-Cameroun



Après avoir travaillé à l'Université Catholique d'Afrique Centrale et au CICR à Yaoundé, elle avait rejoint le CNUDHD-AC en 2019, où elle s'occupait des questions de gouvernance, de genre, des ODD, des VBG ou encore des personnes marginalisées. Cette titulaire d'un doctorat en droit criminel de l'Université de Yaoundé II-Soa a été membre du Groupe de travail de l'équipe pays de l'ONU sur le genre et la prévention des violences et abus sexuels.

Elle a aussi été membre du groupe thématique droits de l'homme de l'équipe pays. Au sein du CNUDHD-AC, elle a successivement travaillé dans les unités Monitoring, & Reporting et Capacity Building. A ce titre, elle a effectué plusieurs missions dans les pays couverts par le Bureau Régional. Elle a, en outre, participé à la rédaction et la mise en oeuvre de divers projets.

Née en 1984, Christine Kotna Abega, épouse Atangana, est mère d'un enfant.



COMMUNICATION UNIT - CAMEROON

Journalists trained on human rights and socio-economic impacts of COVID-19

By Kiven Fonyuy

The workshop was the fourth targeting over 135 media professionals from all over the country since the outbreak of the Coronavirus pandemic in Cameroon in March 2020.

From 2 to 4 December 2020 in Buea, South West Region of Cameroon, UNCHR-CA organized a sensitization workshop for journalists and other media professionals on human rights and the socio-economic impacts of COVID-19. The workshop aimed to equip the journalists with skills to effectively communicate on the impact of crisis on human rights in order to enable them contribute in raising awareness of rights holders and duty bearers on the potential impacts of COVID-19 on Economic, Social and Cultural Rights. The workshop organised in partnership with the Ministries of Communication and Public Health, gathered 30 journalists and media professionals including 15 women



Some of the participants ©cnudhd

from the Centre, Littoral, West, Nord-West and South-West regions. It followed the one organized in June in three locations of the country (Douala, Buea and Ngaoundere) on training media professionals on communicating on COVID-19 from a human rights based approach. Following the workshop,

participants launched an online campaign to raise awareness on the impact of COVID-19 on human rights on Facebook and Twitter.

The campaign can be followed via the links #chrt4 for Facebook and @19_rights on twitter.

UNCHR-CA supports ASF Cameroon training on Lawyers, extractive industries and human rights

Par K.F.

The Cameroon chapter of Avocats sans frontières is seeking to grow the knowledge of lawyers especially company lawyers on the UN Guiding Principles on Business and Human Rights.

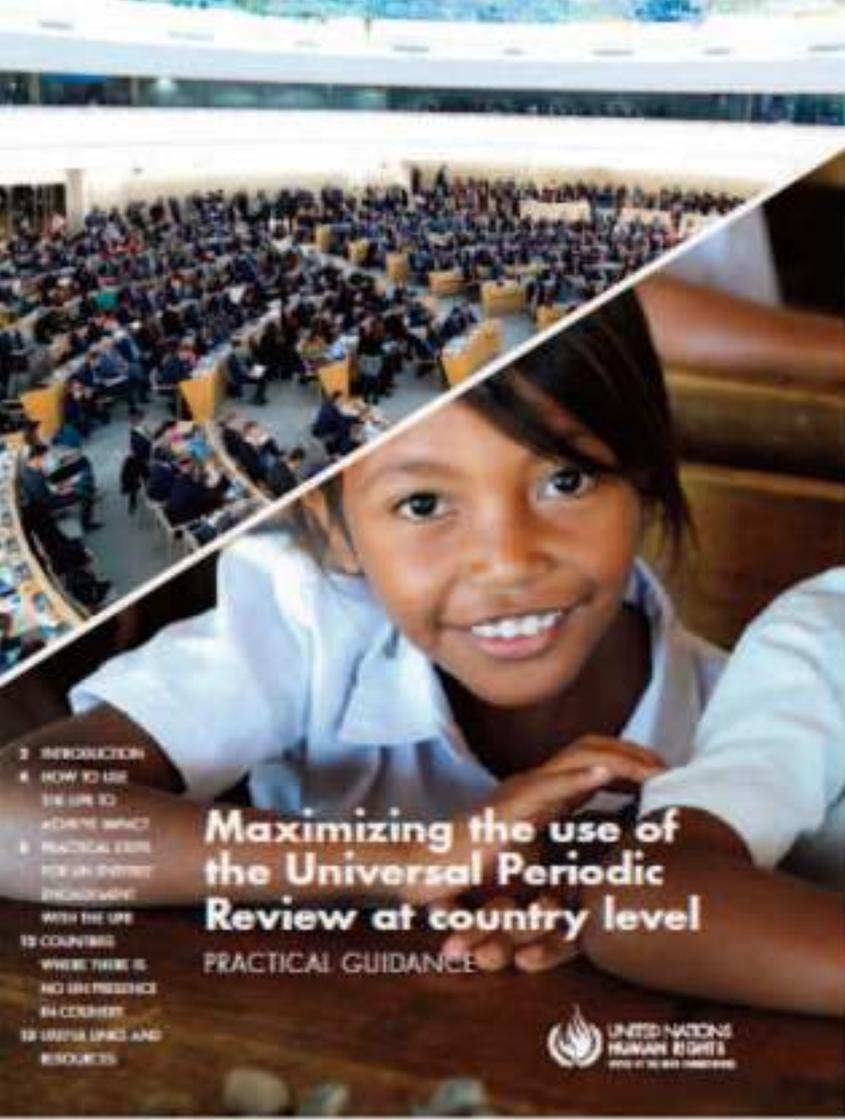
The UN Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa schooled the law professionals on the United Nations Guiding principles on Business and Human Rights and the UN Protect, Respect and Remedy framework. The workshop organised by Lawyers without Borders (ASF) Cameroon took place in Kribi and gathered over 30 participants including about 12 women. Besides the presentation on the UN Framework, participants also followed professionally tailored sessions including: Extractive industries and human rights - the contribution of the lawyer; The lawyer



Cameroon Chapter of ASF ©cnudhd

and the prevention of human rights abuses in extractive industries; The interactions between lawyers; Civil society and local populations of extraction sites, and The lawyer and amicable settlement of human rights violations in the domain of extractive industries. The workshop helped increase awareness of members of Lawyers without

Borders Cameroon on HR and business principles, and provide advice and guidance on the roadmap for ensuring respect of HR by businesses. It also opened opportunities for reflection towards initiating and/or supporting advocacy for greater compliance by national and multinational companies with HR rights norms and standards.



**Maximizing the use of
the Universal Periodic
Review at country level**

PRACTICAL GUIDANCE



- 3 INTRODUCTION
- 4 HOW TO USE THE UPR TO
- 4.1 HOW TO
- 4.2 HOW TO IMPACT
- 5 PRACTICAL TIPS FOR AN EFFECTIVE ENGAGEMENT WITH THE UPR
- 12 COUNTRIES WHERE THERE IS NO UPR PRESENCE IN COURTS
- 18 UPR'S UPR'S AND RESOURCES

UPR AGENDA IN CENTRAL AFRICA

Burundi
Last UPR: 18 Jan 2018
Last step: July 2020
Next Step: July 2021
Next UPR: Jan 2023

DR Congo
Last UPR: 07 May 2019
Last step: -
Next Step: Nov 2021
Next UPR: May 2024

Cameroon
Last UPR: 16 May 2018
Last step: Nov 2020
Next Step: Nov 2021
Next UPR: May 2023

Ecuatorial Guinea
Last UPR: 13 May 2019
Last step: -
Next Step: Nov 2021
Next UPR: May 2024

CAR
Last UPR: 09 Nov 2018
Last step: -
Next Step: May 2021
Next UPR: Nov 2023

Gabon
Last UPR: 07 Nov 2017
Last step: May 2020
Next Step: May 2021
Next UPR: Nov 2022

Chad
Last UPR: 13 Nov 2018
Last step: -
Next Step: May 2021
Next UPR: Nov 2023

Rwanda
Last UPR: 04 Nov 2015
Last step: -
Next Step: May 2023
Next UPR: Nov 2025

Congo
Last UPR: 14 Nov 2018
Last step: -
Next Step: May 2021
Next UPR: Nov 2023

Sao Tome & Principe
Last UPR: 11 Nov 2015
Last step: -
Next Step: May 2023
Next UPR: Nov 2025



**IMPARTIAL, INDEPENDENT
RULE OF LAW IS VITAL**



Business and Human Rights

Understanding the United Nations Protect, Respect and Remedy Framework

By Kiven Fonyuy



Against the backdrop of growing human rights violations within corporate settings as major national, transnational and multinational companies sought to conquer new business territories, including in difficult areas, the United Nations Secretary General appointed a Special Representative on human rights and transnational corporations and other business enterprises in 2005. Harvard Professor John Ruggie received the mandate to examine and clarify the roles and responsibilities of Governments, companies and other actors in the area of business and human rights.

The UN “Protect, Respect and Remedy” Framework is the fruit of over three years of research featuring consultations with governments, businesses and civil society across five continents. As it names states, it is a document that sets the foundational basis on which further reflexion and developments could be based. The “Protect, Respect and Remedy” Framework rests on three pillars: the state duty to protect against human rights abuses by third parties, including business, through appropriate policies, regulation, and adjudication; the corporate responsibility to respect human rights, which means to act with due diligence to avoid infringing on the rights of others and to address adverse impacts that occur; and greater access by victims to effective remedy, both judicial and non-judicial.

When business pays attention on HR

The Framework marked a milestone in the area of human rights and business. However, it did not instantly transform the way businesses approached human rights issues. If companies hitherto had Corporate Social Responsibility (CSR) policies, these were actually not centred on fulfilling certain human rights or were mere window dressing to lure their way into the hearts of the local populations and gain their acceptance. Several mining and forest exploitation companies operated in this manner, showing total disregard for the populations of the areas where their activities were taking place.

In June 2008, the proposed Framework was formally welcomed by the UN Human Rights Council giving it official status and marking the first occasion that the UN body mandated for human rights adopted substantive policy on Business and Human Rights. Professor Ruggie received a mandate extension in 2008 to develop guidelines to operationalise and promote the Framework. It is in this light that in June 2011, the Special Representative submitted a set of Guiding Principles for the implementation of the UN Framework, together with a report outlining options on how the Council might progress the business and human rights agenda after his mandate concludes.

These principles known as the “Guiding Principles on Business and Human rights: Implementing the United Nations’ Protect, Respect and Remedy’ Framework” have been popularised the world over by the Office of the High Commissioner for Human Rights. In recent years, thanks to increased engagement of some international rights groups, civil society organisations and some National Human Rights Institutions, the issue of business and human rights has

attracted wider international attention.

Apart from the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) 1976 Guidelines for Multinational Enterprises and the 1977 International Labour Organisation’s Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy, the UN Guiding Principles constitute a third authoritative, non-legally binding international instrument addressing the behaviour of business in relation to human rights. The Framework and the Guiding Principles thus constitute the most significant development in over 30 years with respect to international standards of behaviour for businesses. It should be mentioned that the OECD Guidelines had been revised in 2011 to integrate some content of the Framework and Guiding Principles, especially its concept of due diligence. The Working Group on Social Responsibility at the International Standard Organisation (ISO) also worked with Professor Ruggie and the ISO 26000 standard on social responsibility adopted in late 2010, reflects the UN Framework and is fully compatible with the Guiding Principles. The new expectations set out in the Guiding Principles have also been reflected in the International Finance Corporation’s (IFC) Sustainability Framework revised in May 2011.

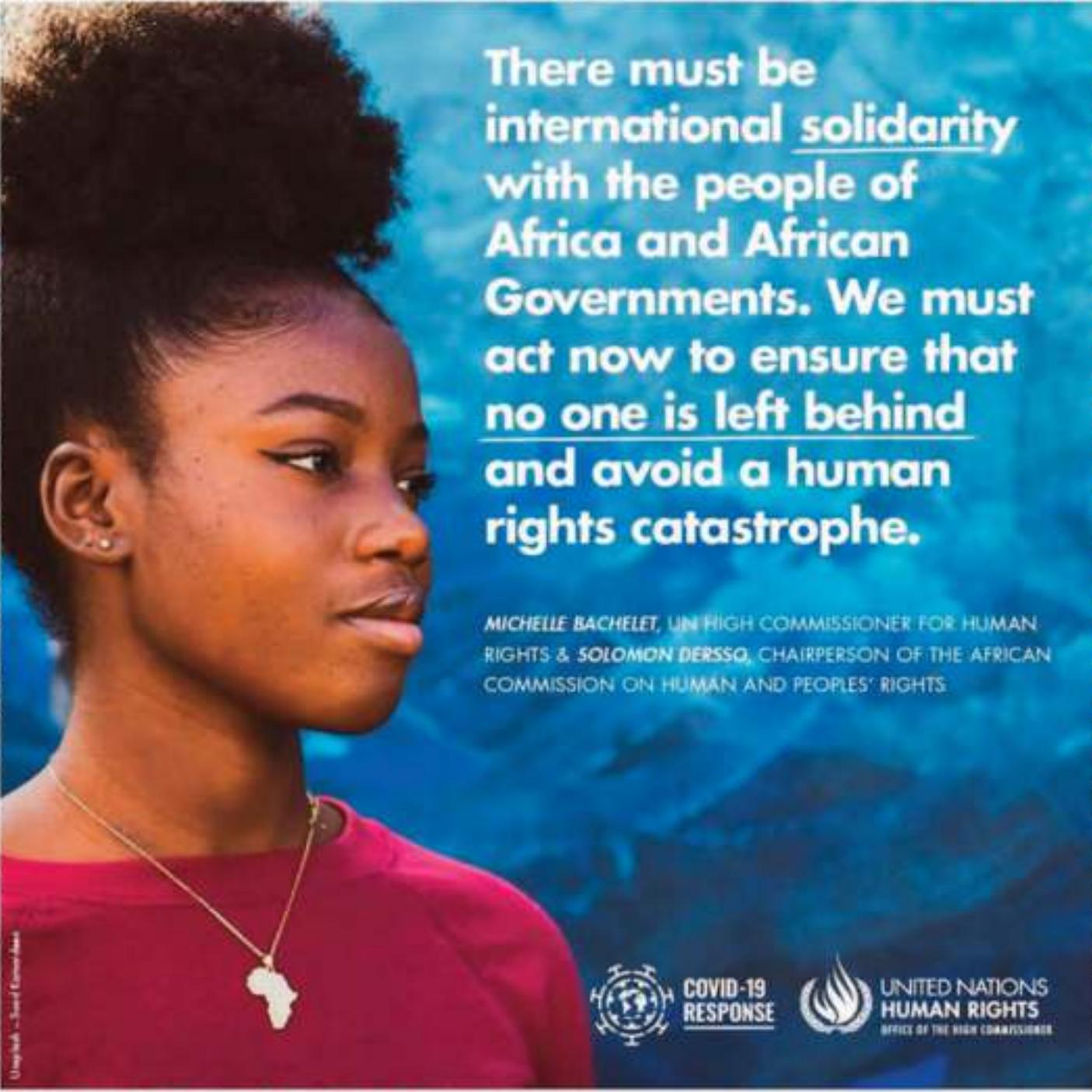
In the Central Africa subregion and thanks to cooperation between the OHCHR Central Africa Regional Office, the International Organisation of la Francophonie and businesses in Cameroon and Gabon, several companies have revised their CSR policies and adopted internal complaints mechanisms for their staff. Governments are increasingly taking measures to ensure accountability by businesses for their actions especially those that affect human rights.

Pour en savoir plus, retrouvez-nous sur :

www.unchrd.org

Facebook : [@cnuhdyaounde](https://www.facebook.com/cnudhdyounde)

Twitter : [@ohchr_caro](https://twitter.com/ohchr_caro)



There must be international solidarity with the people of Africa and African Governments. We must act now to ensure that no one is left behind and avoid a human rights catastrophe.

MICHELLE BACHELET, UN HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS & SOLOMON DERSSO, CHAIRPERSON OF THE AFRICAN COMMISSION ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS.



COVID-19
RESPONSE



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

**Torture can never
be justified.**

**2 décembre :**

Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage

9 décembre :

Journée internationale de prévention des génocides

16 janvier :

Journée mondiale des orphelins de guerre

6 février :

Journée nationale contre le terrorisme et l'assassinat politique

21 mars :

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

3 décembre :

Journée internationale des personnes handicapées

18 décembre :

Journée internationale des migrants

8 février :

Journée mondiale de prière et de réflexion sur la traite des êtres humains

8 mars :

Journée internationale de la femme

16 avril :

Journée mondiale contre l'esclavage des enfants

10 décembre :

Journée internationale des droits de l'homme

27 janvier :

Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité

4 mars :

Journée mondiale de la lutte contre l'exploitation sexuelle

7 avril :

Journée Internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda

ILS ONT DIT

Human rights can be easily taken for granted.

Let's not forget those who are fighting and speaking up for our rights every day : we stand with human rights defenders everywhere.

Michelle Bachelet
High-Commissioner, OHCHR
02 February 2021

#RDC:

Nous sommes consternés par l'augmentation significative du nombre d'attaques contre des civils par les forces démocratiques alliées. Nous sommes également très préoccupés par les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les forces de sécurité et de défense.

Michelle Bachelet
Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme
02 février 2021

En travaillant ensemble, nous pouvons surmonter cette crise.

Il est essentiel que les pays soutiennent les initiatives qui garantissent le vaccin #COVID19 en tant que bien commun mondial.

Michelle Bachelet
Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme
29 janvier 2021

News, History, Agenda, Projects, Documentation
on human rights and democracy in Central Africa
are available on our new website



www.unchr.org

Directeur de Publication :
Louis-Marie Bouaka

Conseillers éditoriaux :
Abdoulaye Traoré, Bamazi Kossi Tchaa

Rédacteurs :
Fonyuy Kiven, Kamdem Souop

Contributeurs :
Régine-Solange Feiton-Hainat, Christian Fritz Ntopa,
Clarisse Nsabimana

Infographie :
Kamdem Souop



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale

Quartier Golf Ntougou
Rue Rosa Parks
BP 836 Yaoundé - Cameroun
Tél : +237 222 50 58 00
Fax: +237 222 24 24 75
Email : caro@ohchr.org
Site web : www.unchr.org